

SOLIDARITÉ

dossier



Vol. 8 no 1 AVRIL 1985

1601, rue DeLorimier, Mtl. 598-2020

FONDS



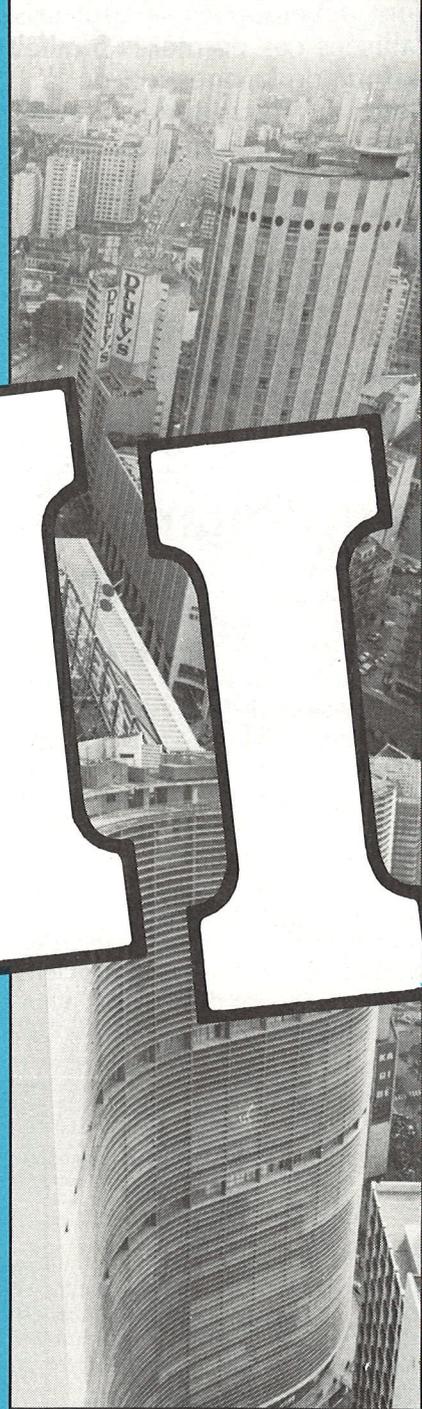
FAMINE

MONÉTAIRE



MISÈRE

INTERNATIONAL



IMPÉRIALISME

FMI

Pourquoi la dette grandit-elle?

Le système financier international a connu de profondes transformations au cours des années '70. Les contradictions qui s'y sont développées se sont cristallisées ces dernières années autour de la question de la dette du Tiers-Monde. Représentons schématiquement les divers moments de cette crise afin de cadrer le rôle dévolu au FMI.



PROLOGUE:

L'entrée du dollar U.S.

2

À l'issue de la Deuxième guerre mondiale, la puissance dominante, les États-Unis, a imposé un ordre monétaire international fondé sur la suprématie du dollar. Essentiellement, le système était fondé sur la convertibilité du dollar en or (à 35\$ l'once) et sur un système de taux de change fixes entre les monnaies. Le dollar canadien, par exemple, était fixé à 0.92\$ U.S. Une institution internationale, le FMI, était aussi mise sur pied pour veiller à la bonne marche du système, pour soutenir financièrement les pays en difficulté en attendant que les correctifs préconisés

ACTE I:

La crise du dollar

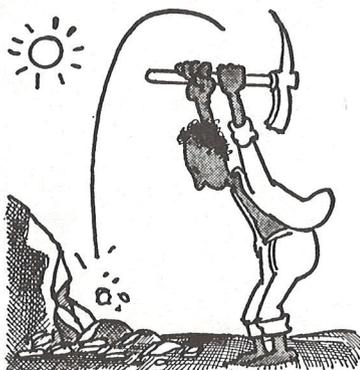
À la fin des années '60, le déficit chronique de la balance des paiements américaine (surplus d'importations par rapport aux exportations) provoqua une crise de confiance dans le dollar devenu relativement trop abondant. De Gaulle menaçait à l'époque de convertir en or les dollars qu'il détenait. En 1971, Nixon

suspendit la convertibilité du dollar en or. Au lieu de se plier aux règles du jeu qui auraient impliqué des mesures de rééquilibrage de leur balance des paiements, les États-Unis ont tout simplement suspendu les règles. Dans la foulée, les taux de change devinrent flottants, c'est-à-dire ajustables chaque jour au gré des flux de l'offre et de la demande des monnaies. Le régime de la spéculation s'amorçait. De même, les entraves à l'expansion du dollar étaient levées.

ACTE II:

L'Euro-dollar apparaît

On assiste par la suite au développement variable des activités des



banques dans l'espace international. Deux changements paraissent déterminants: la croissance phénoménale du marché de l'euro-dollar et l'instauration par les banques de taux d'intérêt variables pour les prêts à moyen terme. Ce dernier changement permit aux banques de reporter sur l'emprunteur le risque associé à un prêt et à les rendre, par conséquent, beaucoup moins exigeantes dans leurs critères. Quant à l'euro-dollar, il s'agit d'un dollar déposé dans une banque qui n'est pas soumise à la réglementation du système bancaire américain.

On voit donc se développer, d'une manière précoce, un marché monétaire "off-shore" déréglementé. C'est ainsi que l'encours de l'euro-dollar passe de 40\$ milliards en 1964 à mille milliards \$ en 1980. Ce marché de l'euro-dollar, fortement alimenté dans les années '70 par l'inflation américaine et les excédents pétroliers (libellés en dollars), a permis aux banques privées d'accéder à un rôle de premier plan dans la gestion monétaire internationale. Par leur entremise, des sommes colossales étaient empruntées sur le marché de l'euro-dollar et placées, moyennant intérêts substantiels, dans les pays du Tiers-Monde pour financer leur développement économique. Pour saisir le mécanisme, prenons un exemple: un cheik arabe dépose ses pétro-dollars dans une institution "sure", disons la Bank of America. Celle-ci vire le dépôt à une filiale à Londres de façon à soustraire cette somme des règles s'appliquant au système américain. Une autre banque emprunte ces dollars au taux du marché et, moyennant une marge de, disons 1¼ pour cent, les re-prête à un pays d'Amérique latine pour le financement de la cons-

truction d'un chemin de fer. Comme des centaines de banques font ce jeu et comme les pays s'endettent de millions de dollars, il arrive un moment où le pays emprunteur éprouve des difficultés de remboursement. Les banques leur consentent alors de nouveaux prêts, à des conditions plus exigeantes cependant, et se remboursent leurs intérêts à même leurs propres avances. Ainsi la roue était lancée et le système pouvait se reproduire en gonflant toujours plus, du moment que le marché des capitaux restait alimenté par l'expansion monétaire américaine.

ACTE III:

Le robinet est fermé!

À la fin de 1979, le Trésor américain sonne la fin de la récréation. L'inflation est devenue le principal produit d'exportation américain. Le dollar ne cesse de perdre de la valeur face aux autres monnaies. Les mauvaises créances s'accumulent. La nervosité et l'inquiétude gagnent les cercles financiers. Dans ce contexte, la Réserve fédérale américaine, sous la gouverne de Paul Volcker, ralentit le débit monétaire. Le dollar se raréfie. Les taux d'intérêt font une embardée. L'économie américaine bascule dans la récession, entraînant les autres puissances occidentales.

Les débouchés pour les produits du Tiers-Monde se contractent tandis que les prix des matières premières s'affaissent, réduisant les recettes d'exportation. En même temps, les

sources de financement externe se tarissent, alors que les capitaux refluent vers les États-Unis où les placements deviennent plus intéressants. Fin '81, la valeur du dollar remonte, accentuant les coûts du service de la dette. Les pays du Tiers-Monde se trouvent de plus en plus coincés. Au milieu de 1982, le Mexique annonce qu'il fait face à un défaut de paiement sur sa dette gigantesque. *Le spectre de la faillite se dresse devant les grandes banques américaines.*



3

PLANTU

SOLIDARITÉ

SOLIDARITÉ est une publication du Centre international de solidarité ouvrière. Le CISO est composé des membres suivants: la CEQ, la CSN, le Conseil Central des syndicats nationaux de Montréal, l'Association Québec-Palestine et le SUCO.

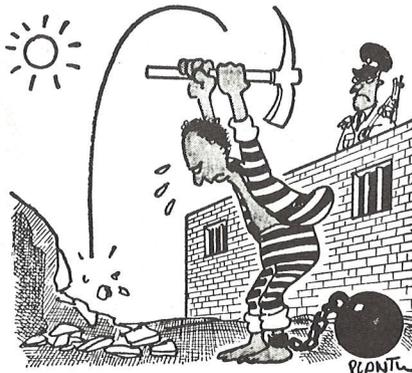
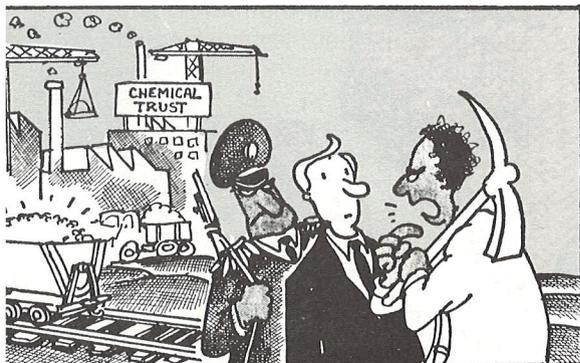
Collaborateurs:

Bernard Elie • Laurence Egretaud • Pierre Beaulne • Angelina de Oliviera • Jean-Claude Leclerc • Peter Bakvis • Robert Quévillon

Conception graphique, photocomposition, montage et impression:

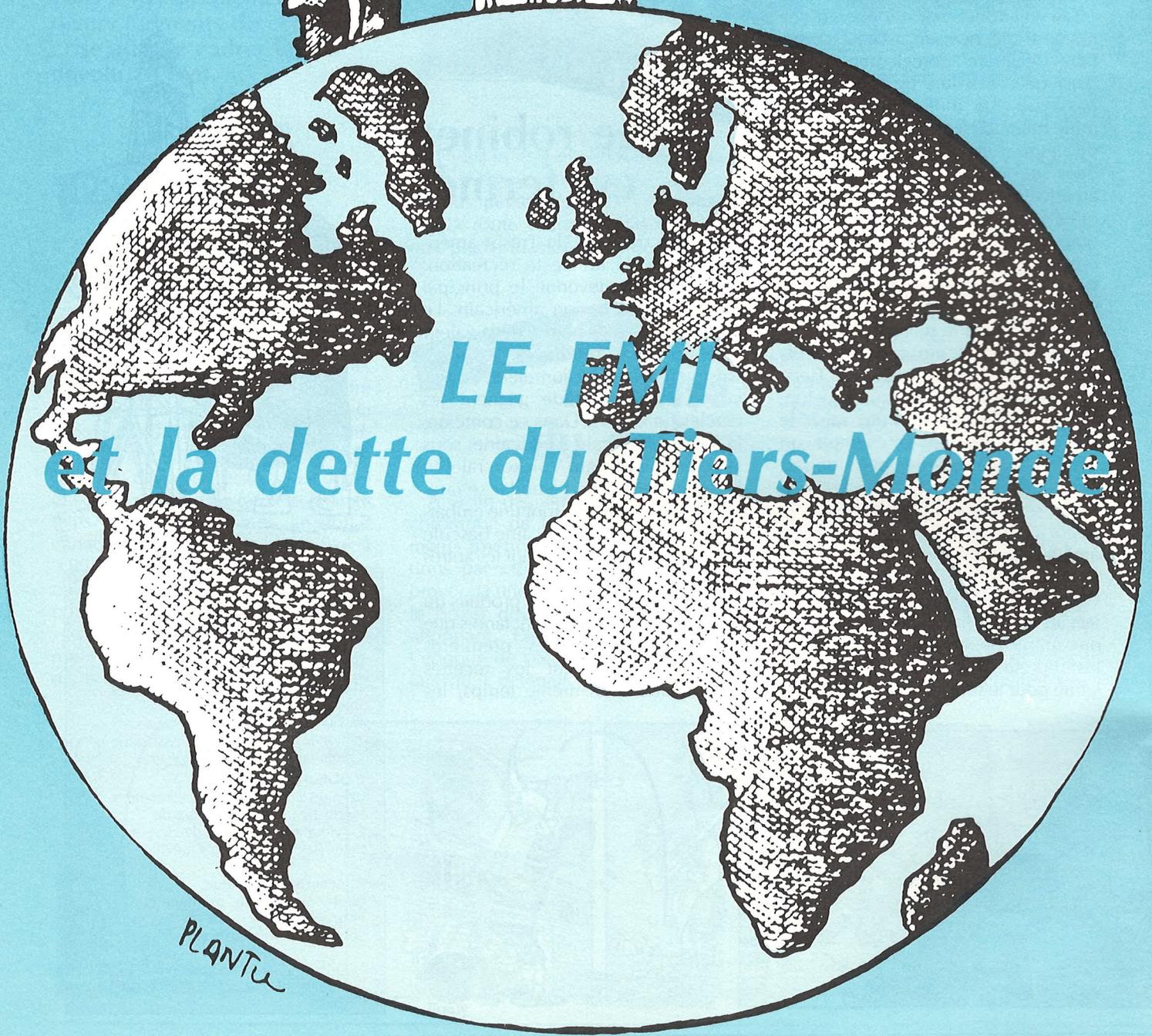
Les presses solidaires inc.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec



ALORS?

ALORS
C'EST LE
DOLLAR
QUI DOMINE



LE FMI

et la dette du Tiers-Monde

PLANTU

Puissance dominante

Dans chaque pays, le rôle de l'État est principalement de **gérer la force de travail** par ses politiques en matière d'éducation, de santé, de normes du travail, de contrôle social, et aussi, de **gérer la monnaie**. La phase préliminaire de cette dernière gestion est l'adoption d'une monnaie nationale, d'une devise, comme le dollar canadien ou le franc français. Conséquemment s'échaffaudent une série de lois et de règlements contraignant les banques, les caisses populaires, les sociétés de fiducie, la bourse, à certaines normes. Ces deux types de gestion ont pour but d'assurer le développement de la production nationale. Au niveau international, il n'y a pas d'État supranational qui imposerait à tous, pour des raisons d'équilibre économique, des règles de production et de circulation de la monnaie. **Ce rôle est rempli par la puissance dominante.**

Un pays devient dominant quand, en plus de posséder le mode de production le plus avancé grâce à une technologie de fine pointe et de fabriquer les meilleurs produits, il est une des plus grandes puissances militaires. De plus, et peut-être surtout, il doit être capable de contrôler le système financier mondial en imposant sa monnaie. Historiquement, la Grande-Bretagne s'imposa comme puissance dominante au siècle dernier, jusqu'à 1890. Dès cette époque, le mode de production britannique fut contesté par les nouvelles puissances capitalistes montantes. L'Allemagne, la France et les États-Unis. La guerre de 1914-1918 ne fut qu'un épisode, et peu à peu, la puissante livre sterling perdit du terrain, ne réussissant plus à s'appuyer sur une infrastructure économique, militaire et financière adéquate. Cette période de contestation, entre 1900 et 1945, en fut une d'instabilité économique, de spéculation, de crise, d'inflation, de déflation, de chômage. La puissance dominante vacilla. En 1945, à la fin de la guerre, les États-Unis s'imposèrent comme nouveau pays hégémonique, et de nouvelles règles allaient s'appliquer.

Pour asseoir leur puissance, les

États-Unis dictèrent leurs règles par les accords de Bretton Woods. Premièrement, on devait s'assurer de la libre circulation des marchandises américaines dans le commerce international: ce furent les accords du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT). Deuxièmement, il fallait s'assurer qu'il y aurait des acheteurs, et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), en prêtant à long terme aux pays d'Europe touchés par la guerre, devait permettre leur reconstruction, avec des équipements américains. Aujourd'hui, la BIRD, que l'on nomme communément la Banque mondiale, a des activités surtout dans les pays en développement. Troisièmement, le FMI, le Fonds monétaire international, devait assurer une stabilité relative des diverses monnaies et ainsi, permettre des échanges commerciaux moins aléatoires.



Le FMI: ses objectifs

Le FMI est une caisse commune des pays membres pour financer les déficits temporaires des balances de paiements. Depuis sa création, il a pour rôle d'assurer la stabilité du système

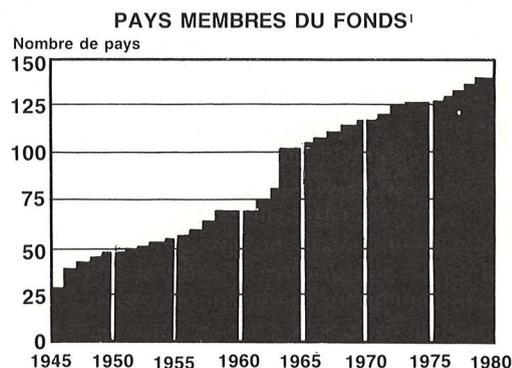
monétaire international en prêtant à court terme et en conseillant les pays membres sur les politiques économiques à suivre. Les membres du FMI, en 1945, s'étaient engagés à maintenir des taux de change fixes par rapport à une valeur déterminée en dollars américains ou en or. Une telle contrainte s'est avérée difficile à respecter. En effet, quand un pays a un déficit dans sa balance de paiements, c'est-à-dire qu'il importe plus qu'il n'exporte, et que ses déboursés face aux nations étrangères sont plus élevés que ses recettes, sa monnaie, normalement, devrait se dévaluer par rapport aux autres pour rétablir l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses extérieures. Une dévaluation entraîne une baisse des prix à l'exportation, entraînant ainsi une hausse des exportations, et une augmentation des prix à l'importation réduit d'autant les biens achetés à l'étranger. Ce mécanisme ne pouvant s'appliquer à cause des accords de Bretton Woods, le FMI en contre-partie, s'engageait à prêter pour financer le déficit et en attendant que le pays rétablisse l'équilibre de sa balance de paiements. Le FMI devenait donc le chien de garde de la stabilité du commerce international. Aujourd'hui, même si les taux de change ne sont plus fixes, le rôle du FMI reste le même.

5

En 1944 eut lieu la conférence de Bretton Woods, petite localité de villégiature aux pieds du Mont Washington. Ce fut la création du FMI et de la Banque mondiale. Cette dernière offre des prêts de longue durée pour le développement à long terme des pays membres.

L'organisation

Lors de sa fondation, le FMI comprenait 44 membres, y compris l'URSS et les pays de l'Est qui se retirèrent cependant en 1947. Il y a maintenant environ 140 pays membres. Cette augmentation est due à la participation des nouveaux pays qui apparurent après les mouvements de décolonisation des années '60.



Puisque le FMI se veut être une caisse commune, chaque pays membre doit verser une certaine somme, la **quote-part**, sous forme de devises convertibles et de monnaie nationale. Cette quote-part varie selon les pays, en fonction de leur importance relative dans le commerce international et de leur revenu national. En retour de ce versement, un pays peut demander une aide proportionnelle qui, à l'origine, pouvait atteindre 125% de la quote-part et qui de nos jours est beaucoup plus élevée. Mais ainsi, les pays industrialisés qui occupent l'essentiel du commerce mondial, se retrouvent avec les plus fortes quote-parts, et donc avec les plus grandes capacités d'emprunts et... de remboursement.

Les quote-parts au 31/10/84

(en millions de D.T.S.)

		MONTANT	% DU TOTAL
	TOTAL	89,301.8	100.0
Pays industrialisés		59,089.0	62.8
	dont USA	17,918.3	20.1
	CEE	21,026.3	23.5
	Japon	4,223.3	4.7
	Canada	2,941.0	3.3
Pays en développement dont exportateurs de pétrole		33,212.8	37.2
		9,751.8	10.9
	Éthiopie	70.6	0.1
	Brésil	1,461.3	1.6
	Argentine	1,113.0	1.2
	Mexique	1,165.5	1.3

Les DTS, les Droits de tirage spécial, sont des unités de compte utilisées dans les opérations auprès du FMI. La valeur du DTS est déterminée en fonction de cinq monnaies: le dollar américain, le yen japonais, la livre sterling, le franc français et le mark allemand. En octobre 84, 1 DTS valait 1.3097 dollar canadien.

Le DTS, c'est le mécanisme par lequel les pays membres peuvent se procurer des devises leur permettant de financer les déficits passagers de leur balance de paiements.

Source: FMI

Les emprunts et les remboursements: un cercle vicieux?



Le recours à un emprunt, que l'on appelle **tirage**, est conditionnel. Au fur et à mesure qu'un pays emprunte, le FMI lui impose des conditions de plus en plus sévères pour s'assurer d'un remboursement, cela pouvant aller jusqu'à la mise en tutelle, comme dans le cas du Mexique. Les conditions inhérentes aux emprunts des pays déjà en difficulté de remboursement sont particulièrement dures et éloquentes. Le FMI demande des garanties aux pays emprunteurs et a droit d'inspection dans leurs états financiers. Les conditions prennent généralement l'allure de réduction du pouvoir d'achat des consommateurs. Ceci bien sûr pour réduire les importations et donc pour rétablir la balance commerciale avec l'étranger, mais aussi pour augmenter la part de la richesse nationale consacrée aux remboursements des dettes envers les grandes banques privées occidentales, les autres États et bien sûr, le FMI. En effet les prêts, les tirages, accordés par le FMI doivent être remboursés, normalement, dans les trois ans et avec intérêts. Puisque les emprunts effectués ont été fait en devises fortes, le dollar US, les remboursements doivent être faits également en devises. Comment se procurer des devises, en

exportant une plus grande part de la production nationale quitte à réduire ainsi la part de la richesse nationale destinée aux travailleurs. Exporter à tous prix pour obtenir des devises pour rembourser, voilà le mot d'ordre.

Prêts des banques américaines en Amérique latine

(millions de dollars US)

Citybank	174.5
Bank of America	158.2
Chase Manhattan	154.0
Morgan Guaranty	140.7
Chemical	169.7
Continental Illinois	107.5
Bankers Trust	141.2
First National Chicago	134.2
Security Pacific	82.5
Wells Fargo	126.6
Crocker International	196.0
First Interstate	136.0

Les banques américaines sont créditrices de 37% des dettes des pays d'Amérique latine, les banques japonaises de 20%, les banques de Grande-Bretagne et d'Allemagne de 12% dans chaque cas, les banques canadiennes de 8% et les banques françaises de 5%.

Environ 400 banques privées sont impliquées.

Les prises de décision

La quote-part ne détermine pas seulement la capacité d'emprunt, mais aussi les droits de vote. La part des votes est directement reliée à la contribution financière des pays. Le FMI est formé d'une **Assemblée des gouverneurs**, où chaque pays a un délégué, et d'un **Conseil d'administration** où se retrouvent 21 pays choisis à tour de rôle, à l'exception des six permanents qui sont les États-Unis, la France, le Japon, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Arabie Séoudite. L'assemblée annuelle se tient alternativement à Washington où se trouve le siège permanent, et ailleurs dans le monde, comme par exemple à Toronto il y a deux ans. Dans ces instances, le vote est pondéré par l'importance relative des quote-parts. Puisque la plupart des résolutions doivent être votées à 80% des quote-parts, les USA, avec 20,1% et l'Europe, avec 23,5%, ont un droit de vote. L'omniprésence des États-Unis est d'emblée déterminante dans l'orientation des politiques du FMI. La puissance dominante peut ainsi facilement dicter ses règles qui visent actuellement à assurer aux banques privées, surtout américaines, le recouvrement de leurs prêts aux pays du Tiers-Monde. Car ce sont principalement les banques privées qui prêtent au niveau international. En effet, le FMI prête peu puisque la capacité d'emprunt des pays est limitée par leur quote-part. En fait, le FMI offre un fonds de dépannage versé par tranches revisées continuellement en vertu d'objectifs de redressement économique désignés préalablement. Le rôle du FMI n'est donc pas de prêter, tâche assumée par les banques privées, mais plutôt d'être le protecteur de l'impérialisme et le "conseiller financier" des pays pauvres.

L'origine de la dette au Tiers-Monde

Origine de la dette des pays en développement

(en millions de \$ US)

	1970	1975	1980	1983
Publique	33.5	71.6	157.5	208.5
Privée	34.9	96.9	267.3	387.7
Total	68.4	168.6	424.8	595.8

Sources: Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1984, p. 35.

Stock des prêts internationaux des banques privées¹

(en milliards de \$ US)

	1975	1981	1983
Total	442	1 542.0	1 754.0
Pays industrialisés	275	819.9	1 039.7
dont USA	30	133.6	396.0
Pays en développement	137	302.1	343.0
dont OPEP	ND	72.0	86.8
Am. Latine	91	230.1	256.2

Sources: BRI, rapport annuel, juin 1984.

¹ Les banques nord-américaines et européennes seulement

Les économies sous-développées ne disposent que de faibles revenus. Pour y remédier, il faut augmenter la production que l'on ne peut susciter qu'avec l'investissement. Les pays en voie de développement font donc appel à l'aide extérieure et aux emprunts. Mais l'aide est limitée et s'avère rapidement insuffisante. Il faut alors obtenir des prêts qui règlementent de façon stricte l'amortissement de la dette et les intérêts encourus. De plus, le financement s'accompagnera souvent d'investissements directs d'entreprises multinationales et donc, de rapatriement des bénéfices vers l'étranger. C'est l'endettement pour le développement.

Le financement extérieur (prêts, aides, investissements) permet des importations immédiates en biens d'équipement et de consommation pour fin de production rentable. Les premières importations entretiennent ensuite un courant d'importations indispensables à leur fonctionnement. Chaque industrie construite d'équipement importé et soucieuse de survivre doit, par la suite, s'alimenter en pièces et machines de rechange provenant encore de l'étranger. Pour soutenir ce flux d'importations, il faut bien finir par exporter le matériel produit. D'autant plus, rappelons-le, que les prêts doivent être remboursés en devises étrangères.

Où exporter? Dans les pays industrialisés qui constituent le Marché mondial. Ainsi, les investissements que feront les pays en voie de développement seront dirigés vers des secteurs de production destinés à l'exportation, et donc à la rentrée de devises, et vers le développement à long terme du pays par la construction de routes, barrages, nouvelles villes, aéroports, tous sous-jacents à cette industrialisation.

Le financement du Tiers-Monde sera assumé, en grande partie, par les banques privées. Elles ont les fonds nécessaires provenant, entre autres, des pays exportateurs de pétrole. La demande de prêts par les pays du Tiers-Monde semble des plus rentables. Certains ont de bonnes garanties: les pétroles mexicain, vénézuélien, nigérien, des dictatures stables chilienne, argentine, brésilienne, zairoise...



Une dette insupportable

L'accentuation de la crise du capitalisme à partir de 1979 sera dramatique pour le Tiers-Monde. Le ralentissement des économies des pays industrialisés entraîne une baisse des exportations des pays en développement. Les recettes en devises ainsi perdues manquent d'autant plus qu'au même moment les taux d'intérêts grimpent à plus de 20%, faisant bondir le coût de la dette extérieure. Les risques des banques prêteuses augmentent, et celles-ci décident de fermer le robinet du crédit après l'avoir largement ouvert de 1972 à 1979. Pour les pays du Tiers-Monde, les possibilités de prêt diminuent alors que les besoins, à court terme, s'élèvent. L'attitude logique des banques privées accélère la crise du paiement du Tiers-Monde. Le FMI entre alors en scène.

Le rôle du FMI

Le Tiers-Monde s'est endetté pour s'industrialiser selon le modèle occidental, afin de fournir aux pays industrialisés des produits manufacturiers à bon compte: c'est un développement dépendant et, d'autre part, une aide intéressée. Que faire sans revenus d'exportation et avec des dettes à payer?

Par l'intermédiaire du FMI, plusieurs pays en développement réussissent à renégocier leurs dettes envers les banques privées et certains organismes publics et États. Le FMI devient le coordonnateur du refinancement et assure les banques privées que les pays débiteurs respecteront certaines exigences de politique économique. Les conditions imposées aux pays débiteurs leur permettent de renégocier leurs dettes auprès des banques.

Ces conditions exigées par le FMI visent essentiellement à s'assurer que les pays du Tiers-Monde auront les recettes en devises pour faire face à leurs dettes extérieures; en un mot réduire les dépenses sur les importations et augmenter les revenus provenant des exportations.

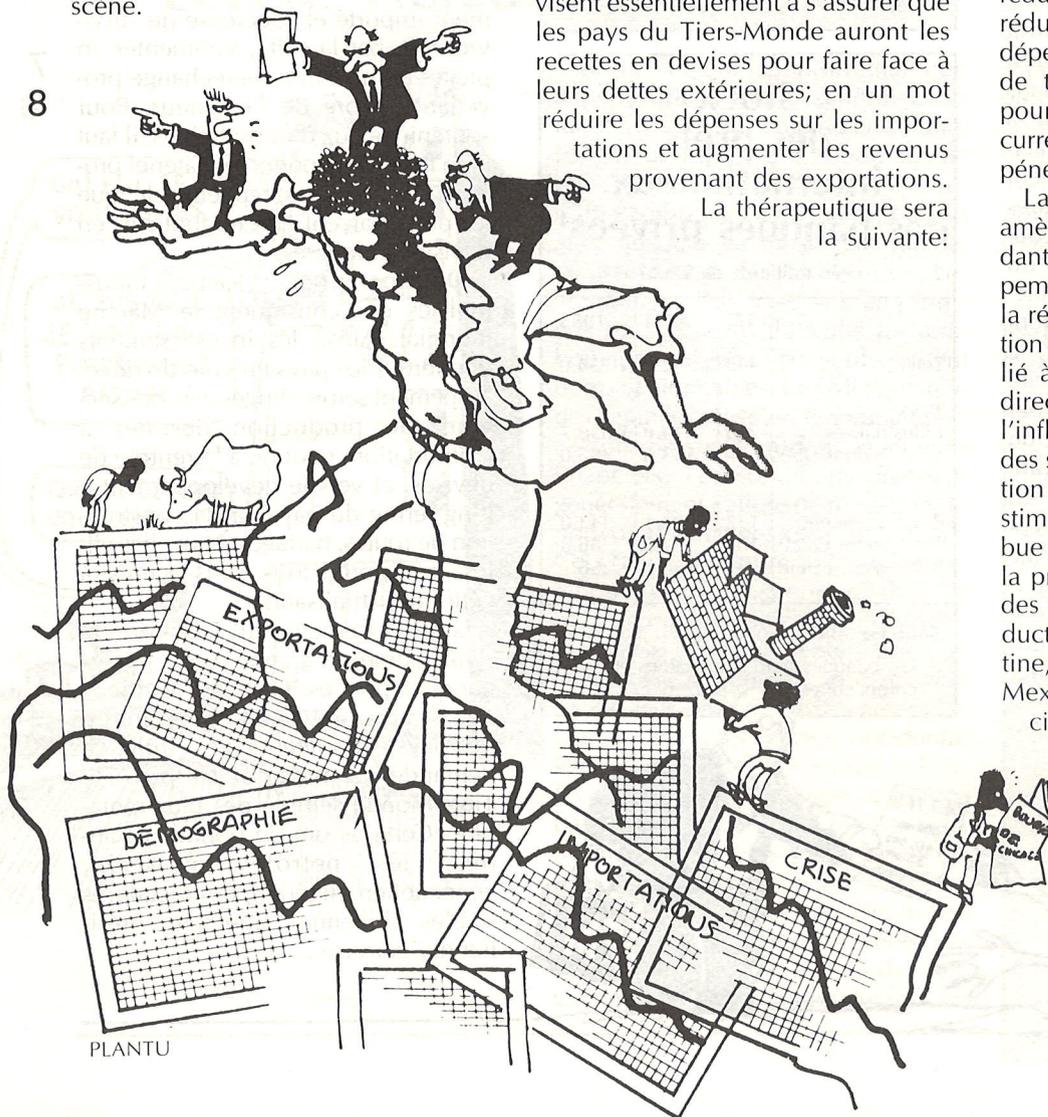
La thérapeutique sera la suivante:

- Dévaluations de la monnaie nationale et compressions des salaires pour permettre d'importer moins de biens de consommation.
- Réduire les importations des équipements destinés aux industries de consommation interne.
- Stimuler les exportations, grâce à la dévaluation, mais aussi en favorisant de nouvelles productions, pour l'exportation, au détriment des productions à l'origine destinées à la consommation interne.

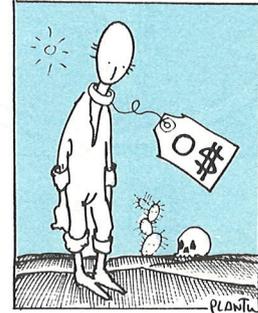
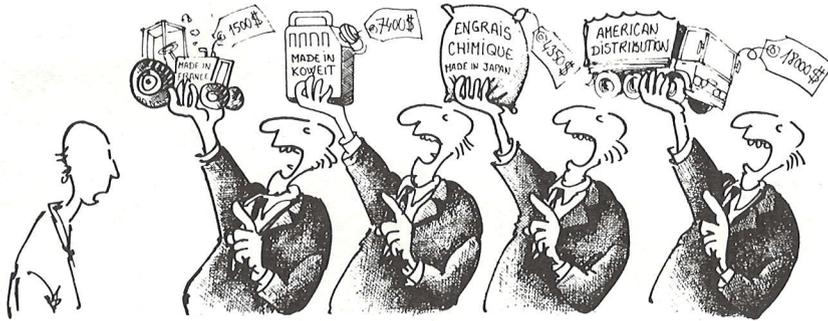
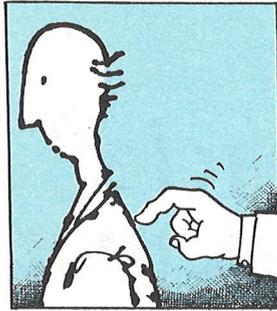
Les travailleurs se retrouvent donc avec moins de revenus, mais aussi avec moins de produits à pouvoir acheter. Ce processus constitue un véritable détournement de la richesse nationale, de la production, pour financer la dette. En plus de ces conditions propres à assurer le remboursement de la dette, le FMI recommande fortement certaines mesures internes destinées à remettre l'économie "sur pied". Ces mesures sont d'inspiration libérale, c'est-à-dire: réduction du rôle de l'État, par la réduction de son déficit et de ses dépenses sociales; dérèglementation de tous les secteurs économiques pour permettre une plus grande concurrence, c'est-à-dire une plus grande pénétration étrangère.

La réduction des importations amène la fermeture d'usines dépendantes de l'extérieur pour leur équipement donc du chômage, mais aussi la réduction de biens de consommation pour les travailleurs. Le chômage lié à la réduction des revenus, soit directement ou indirectement par l'inflation, entraîne un ralentissement des secteurs traditionnels de production et encore plus de chômage. La stimulation des exportations contribue à vendre à vil prix une partie de la production nationale au bénéfice des pays industrialisés. Ainsi la production a baissé de 5.5% en Argentine, de 2.8% au Brésil et de 4.5% au Mexique en 1982. Les chiffres officiels de chômage nous indiquent des taux de 15 à 20% en Argentine, de 20 à 35% au Mexique et au Chili.

8



PLANTU



Dépendance accrue des pays en développement

Au-delà des sacrifices qu'elles imposent aux peuples, ces mesures peuvent aboutir à des résultats inverses de ceux qui sont escomptés:

— étant donné le niveau quasi-incompressible des importations, une dévaluation renchérit le prix des importations et accroît les difficultés extérieures;

— la chute du pouvoir d'achat et les hausses de taux d'intérêts engendrent la récession. La capacité d'exporter est réduite;

— l'extraversion de l'économie

réduit le développement du marché intérieur, oblige donc à défendre davantage les importations de technologie, ce qui pousse à moyen terme à un endettement supplémentaire.

Loin d'être une garantie de rétablissement, les politiques du FMI visent en fait à renforcer la dépendance des pays du Tiers-Monde sans régler aucun des problèmes de fond (développement économique et dette extérieure) et tout en imposant des souffrances inacceptables pour les populations.

La dette extérieure des pays d'Amérique latine 1984

(en milliards de dollars US)

Brésil	100.0
Mexique	95.9
Argentine	44.4
Venezuela	35.0
Pérou	13.0
Chili	20.0
Colombie	11.0
Équateur	7.0
Uruguay	5.0
Bolivie	4.2
Paraguay	1.7
Total 16 pays	360.0
(incluant ceux d'Amérique centrale):	

Source: Journal "El Universal", Caracas, Venezuela, 13 octobre 1984.

9

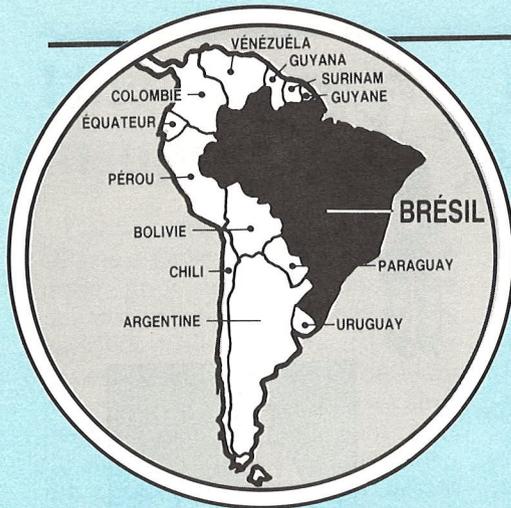
Recours-emprunts effectués auprès du FMI

(en millions de DTS)

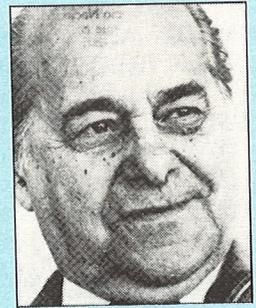
	1977	% de la Q-P.	1980	% de la Q-P.	1984 (oct)	% de la Q-P.	encore possible
Total	13 078	44.8	8 446	14.2	33 960	38.0	41 059
Pays industrialisés	6 456	32.3	1 044	2.8	22		26 720
Pays en développement	6 621	ND	7 442	ND	33 938	ND	14 339
dont exportateurs de pétrole	0	0	0	0	421 ¹	3.3	12 629
non-exportateurs de pétrole	6 621	90.9	7 442	44.8	33 517	142.9	1 710
Brésil	0	0	0	0	38 096	142.9	0
Argentine	345	78.3	0	0	1 121	100.7	0
Mexique	419	113.3	0	0	2 107	180.7	0

Sources: FMI

¹ L'Indonésie



BRÉSIL: du "miracle" au cauchemar



Tancredo Neves

Saviez-vous que...

- 1888:** Abolissement de l'esclavage
- 1929:** Première grande industrialisation
- 1930:** Coup d'État par une coalition réformiste
- 1937:** Constitution brésilienne
- 1943:** Législation du travail
- 1960:** 40% des travailleurs sont organisés
- 1964:** Coup d'État militaire
- 1964:** Établissement des lois de la
- 68:** "sécurité nationale"
- 1968:** Miracle économique brésilien
- 1978:** Première grande grève (métallurgie)
- 1982:** Élections des députés
Victoire de l'Opposition
- 1984:** Dette extérieure: 100 milliards
- 1985:** Tancredo Neves, civil, élu Président du pays

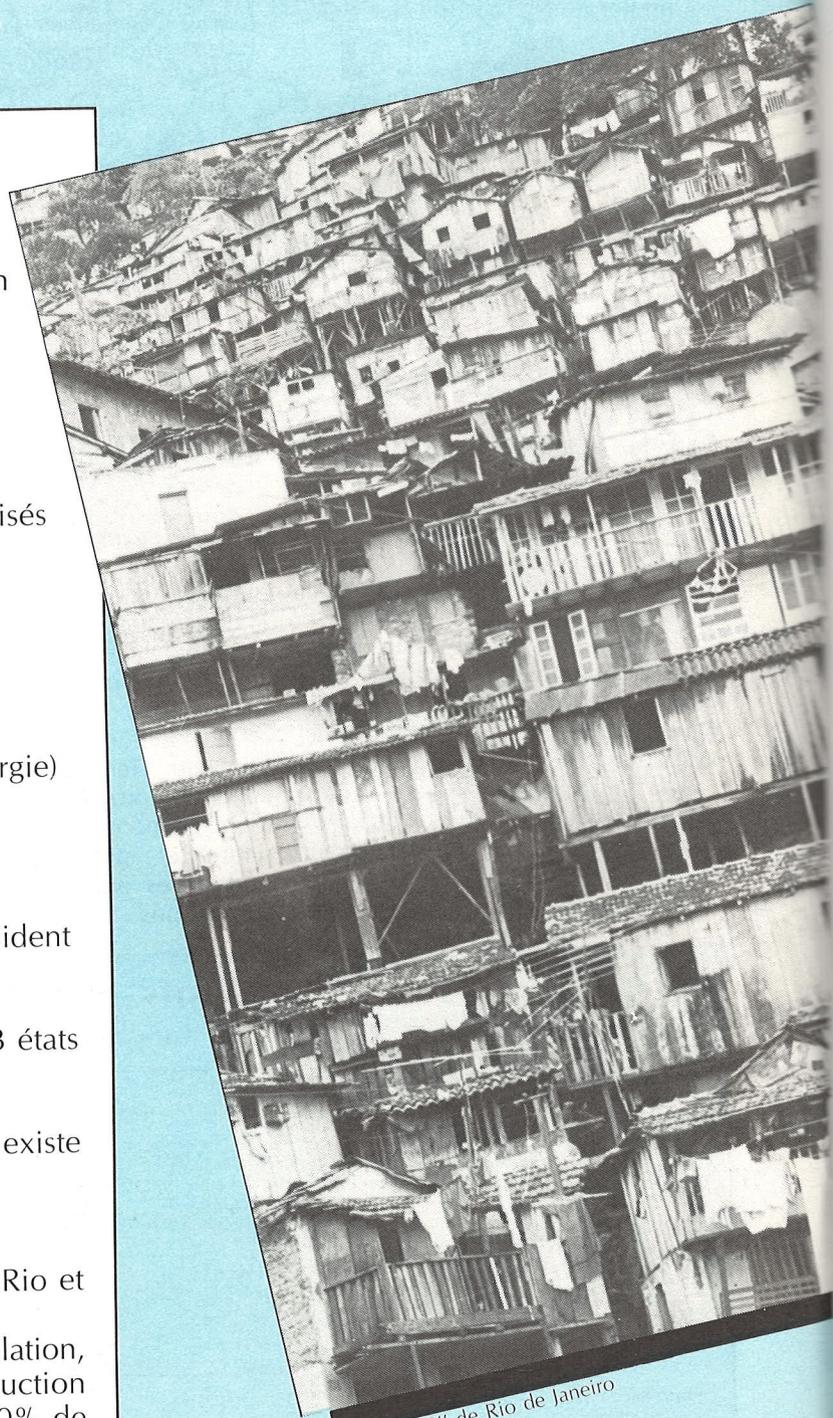
Population: 135 millions, vivant dans 23 états et 3 territoires

Langue: portugais

Dans la géopolitique brésilienne, il existe "trois Brésil"

- Amazonie et le Centre-Ouest
- Nord-Est (Recife)
- Sud-Est, là où se trouvent Sao Paulo, Rio et Minas Gerais.

Ces trois états regroupent 45% de la population, 2/3 du revenu national, 80% de la production industrielle, 40% du revenu agricole, 80% de la consommation énergétique.



"FAVELAS" de Rio de Janeiro

Le projet du siècle contre le peuple

Après 20 ans de régime militaire, d'ouverture aux capitaux étrangers et de "miracle" économique, le Brésil est au bord de la faillite. Malgré les "sacrifices" imposés à l'immense majorité de ses 135 millions d'habitants à la demande des banques et du Fonds monétaire international, la dette de plus de \$ 100 milliards qui écrase l'économie du pays ne peut plus être remboursée.

Aux banques étrangères, de plus en plus "nerveuses", le président nouvellement élu, Tancredo Neves, a promis que le Brésil remplirait ses obligations extérieures; en même temps, à l'intérieur, aux travailleurs des villes et aux paysans des campa-

gnes, il a promis plus de justice sociale et de bien-être économique. Ce programme contradictoire est intenable.

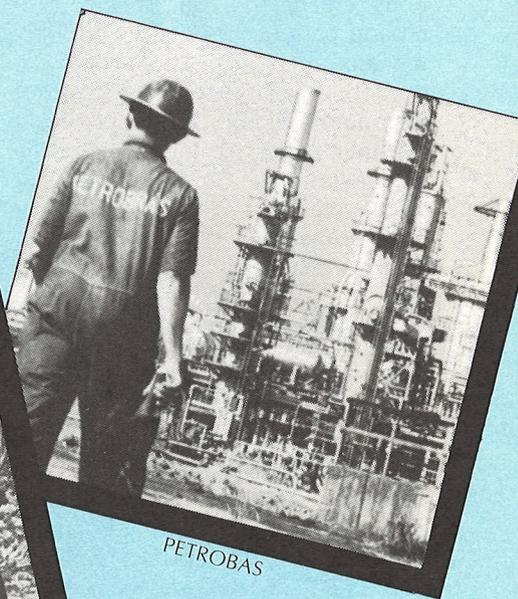
Même si les Brésiliens le voulaient, ils ne peuvent plus payer la dette gigantesque que les généraux ont contractée auprès des banquiers étrangers. Ces capitaux ont servi à financer des projets ambitieux, des "chantiers du siècle" — chemin de fer, barrages, centrales nucléaires, sidérurgie — qui ont alimenté l'inflation, la corruption, la dépendance extérieure, sans bâtir de véritable

prospérité nationale.

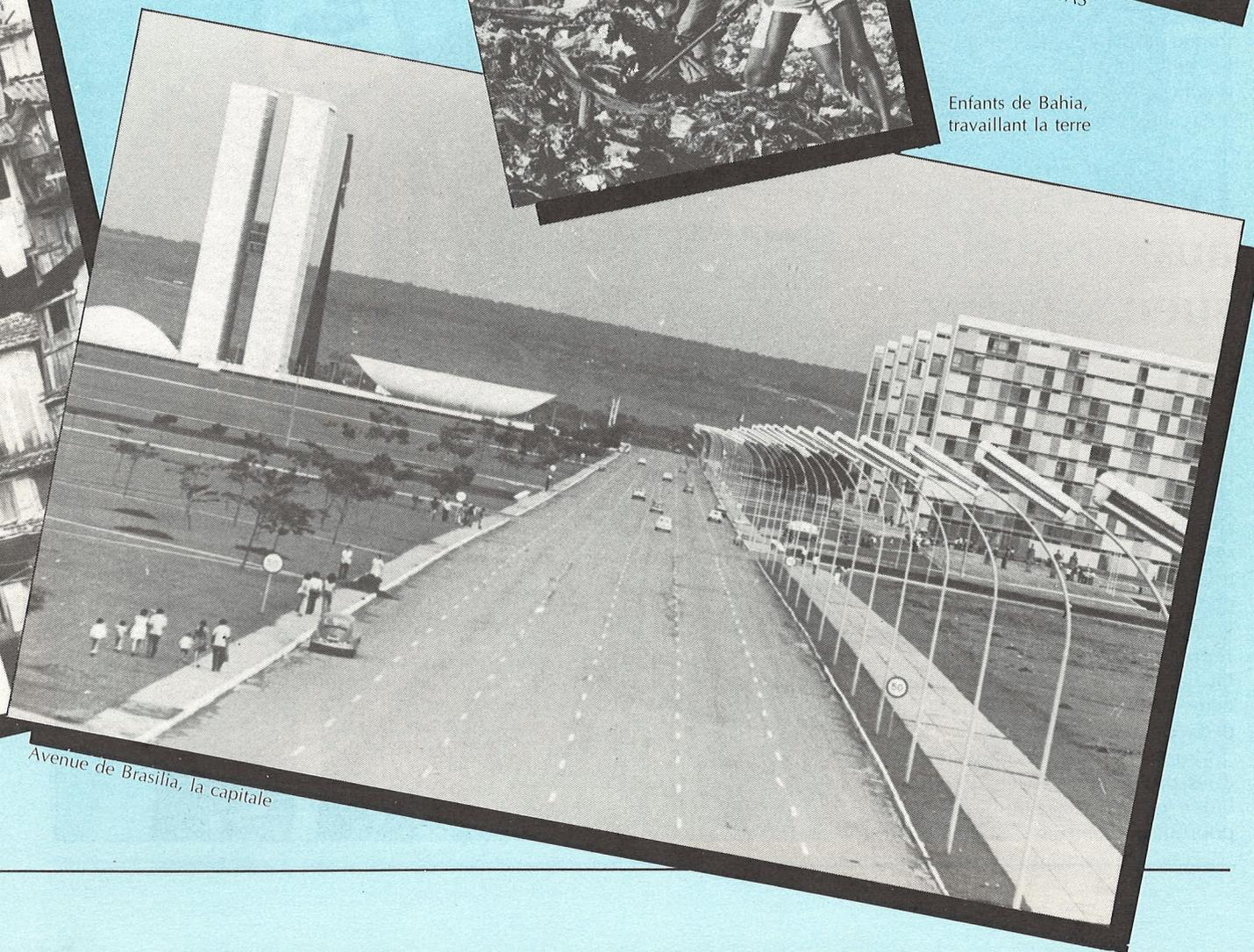
La masse des pauvres, 20 ans après, tire du revenu national une part moindre encore. Le chômage urbain dépasse 20%. La famille guette le quart de la population. Pourquoi les paysans sous-alimentés et les ouvriers dont les salaires ont déchu de 40%,



Enfants de Bahia, travaillant la terre



PETROBRAS



Avenue de Brasília, la capitale

feraient-ils les frais de l'aventure militaire et du système international? Ils ont été exclus des décisions des généraux et des banquiers: pourquoi s'imposeraient-ils plus de misère pour rembourser les banques?

La révolte contre le FMI — gérant et symbole des quelques 600 institutions créancières du Brésil — se répand partout, des églises populaires aux militaires nationalistes de droite! **Pourquoi ainsi détourner l'économie brésilienne au profit du capital étranger?** La question, posée déjà à la veille du coup d'État de 1964, refait surface. **"Nous ne rembourserons pas notre dette extérieure en affamant notre peuple"**, proclame Tancredo Neves. Mais le président ne sait comment résoudre le dilemme.

Si le Brésil ne peut plus s'imposer d'autres sacrifices, alors les banques, elles, devront pour une fois faire des concessions. Baisser les taux d'intérêt, reporter à plus tard les paiements déjà dûs, accepter que le gouvernement investisse encore dans les services publics et le développement économique et social? Les banques refusent. La négociation qui n'en finit plus d'achopper devra reprendre encore.

12

Les banques aussi ont des sueurs froides

Les institutions financières impliquées, dont plusieurs grandes banques des États-Unis et quelques-unes du Canada, ne veulent pas perdre leurs prêts (car ce serait réduire la valeur de leur portefeuille et leur capacité de prêter). Elles veulent même tirer plus de profits encore en refinançant le pays en difficulté. Si elles ne peuvent toucher à coup sûr leur capital, elles vont au moins se reprendre pour le moment avec les taux d'intérêts et les frais de refinancement — un profit imposant sur une dette colossale.

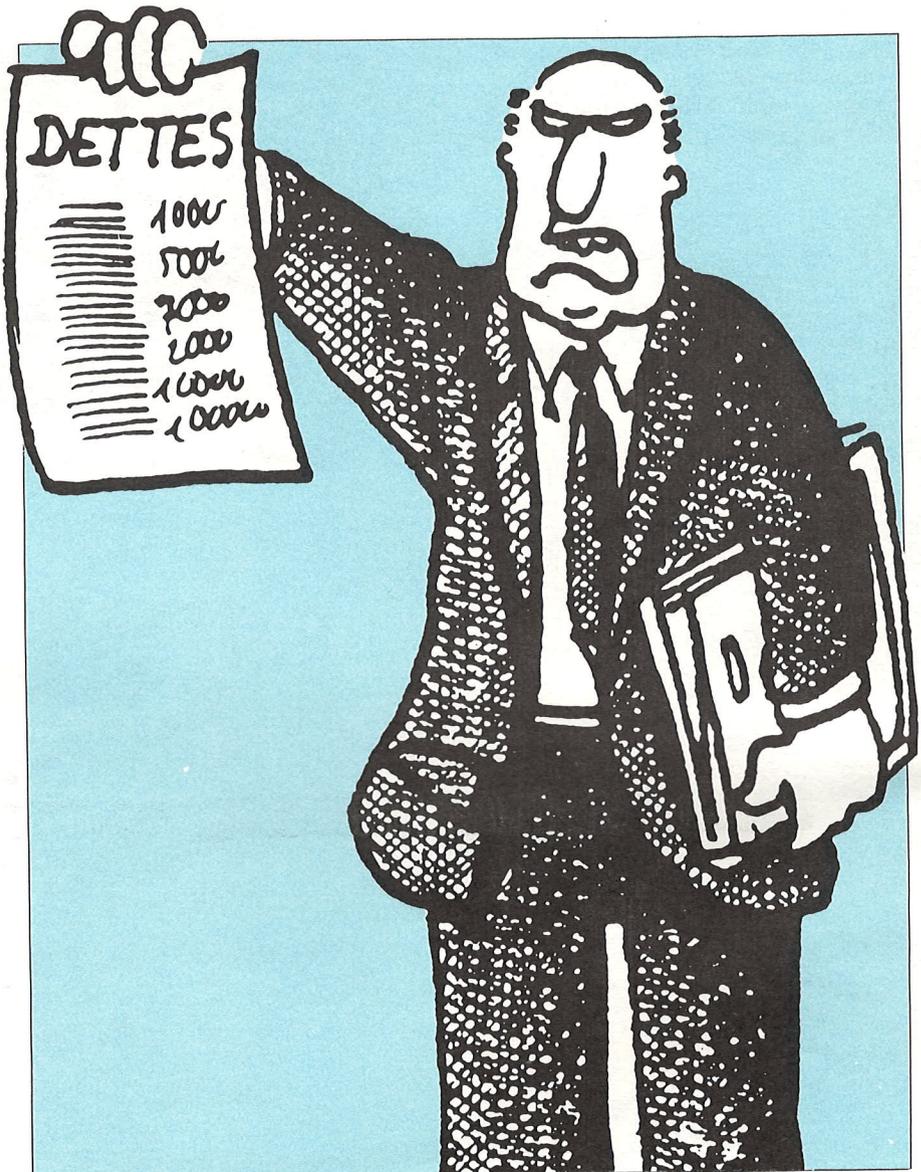
Mais le jeu est dangereux. Les banques ont aussi des sueurs froides à l'idée qu'un pays comme le Brésil pourrait décréter un "moratoire uni-

latéral" sur ses paiements. La faillite d'un aussi gros débiteur ne manquerait pas de faire les manchettes partout dans le monde. Il pourrait s'en suivre, chez les épargnants des banques, un mouvement de panique et de retrait qui entraînerait leur propre chute.

Plusieurs banques penchent donc elles aussi vers le gouffre où elles ont poussé le Brésil. Ce sont d'abord les banques commerciales privées, en effet, et non pas l'aide internationale ou d'autres investissements publics, qui ont aussi largement endetté le pays. La dette extérieure est passée de \$ 3,5 milliards à plus de \$ 100 milliards en moins de vingt ans. **Plus de 70% de cette dette provient des avances faites par les banquiers**

étrangers. Ceux-ci ont multiplié par trente l'endettement extérieur des Brésiliens, alors que dans le même temps leur revenu personnel ne croissait que par trois.

Les banquiers avaient fait le pari ambitieux de financer une industrialisation rapide et massive du Brésil axée d'abord et avant tout sur le commerce international. On prenait pour acquis que du "miracle" sortiraient une meilleure économie nationale et un niveau de vie supérieur pour les Brésiliens. Aujourd'hui, le miracle s'effondre et le Brésil reste dans la privation. Seule la dette survit. Pour la payer, le FMI voudrait que plus de terres encore soient consacrées aux produits d'exportation. Et qu'on limite les importations.



Famine - Misère - Impérialisme

Pas surprenant que les lettres du FMI aient pris dans l'opinion du Brésil le sens de Famine, Misère et Inflation. De fait, il n'est plus possible d'imposer plus de privations. Le salaire minimum est passé de 41\$ par mois en 1975 à 37\$ en 1984. Pour maintenir le même niveau de subsistance pour sa famille, l'ouvrier doit travailler encore plus d'heures par semaine. Faute de pièces de rechange de l'étranger, des entreprises ferment, ajoutant au chômage.

À ces conditions déjà inhumaines s'ajoutent les misères de la vie urbaine: violence grandissante, hygiène lamentable, manque de logements et de transports, services de santé et d'éducation déficients, surtout en périphérie des grandes agglomérations.

À la campagne, la propriété des terres est plus concentrée qu'avant. Une partie de la main-d'oeuvre rurale travaille "à la journée", sans aucune garantie d'emploi ni d'assurance d'aucune sorte.

C'est à ces gens que le FMI propose, au nom des créanciers internationaux, de couper les subventions publiques à la santé, à l'habitation, à l'éducation, alors que la richesse nationale irait en priorité au remboursement de la dette. De même, on voudrait que d'immenses surfaces agricoles soient données à de grands promoteurs pourvus de capitaux internationaux et consacrées, en pays de famine, à des cultures d'exportation.

Dans cette crise où le chômage frappe près de 12 millions de travailleurs, l'État brésilien n'offre ni aide sociale ni assurance-chômage. Cette situation ne changera pas même si la croissance économique reprend. Une prévision de 5% de croissance à partir de 1985 laisserait quand même 11 millions de chômeurs en 1990. Il faudra attendre près de dix ans pour que le chômage retombe au niveau de 1980.



Lutte pour la semaine de 40 heures

Pas surprenant que la Centrale unique des travailleurs (CUT) et la Coordination nationale de la classe ouvrière (CONCLAT) réclament, outre la liberté syndicale dans les entreprises, une réduction à 40 heures de la semaine de travail.

Même quand l'esclavage prévalait au Brésil (avant 1888), le travail rapportait davantage à l'ouvrier que maintenant. Aussi la pression populaire est-elle devenue très forte, comme en témoignent les grèves et le pillage des centres d'achat par les affamés. Les politiciens de toutes tendances l'ont senti. Le FMI ne sait plus comment leur faire accepter ses conditions.

D'où l'idée d'un moratoire sur la dette, d'une renégociation des remboursements sur 25 ans, et d'autres

"ajustements" entre le Brésil et ses créanciers internationaux. Mais même ces "solutions" ne vont pas nécessairement résoudre la crise financière à longue échéance. Chaque remise à plus tard coûte cher au Brésil. Suivant le mot d'un fonctionnaire, "les banquiers internationaux ont pris le goût de la chair fraîche, ils ne vont pas renoncer volontiers à cette habitude".

Toutefois, la conjoncture brésilienne n'est plus la même. Les forces armées ne sont plus au pouvoir pour courber l'opposition et imposer un "modèle" économique et financier. Déjà peu avant que le dernier président militaire, le général Figueiredo, doive céder la place à un civil, on s'en prenait publiquement, dans les rues et au parlement, aux décrets fixant les salaires au goût du FMI. L'opinion brésilienne est consciente de la perte de souveraineté nationale et du pouvoir de décider soi-même son régime économique que le pays subirait en se pliant aux arrangements dictés par le FMI.

Une aide qui révolte

Déjà en 1982, l'aide financière des États-Unis au Brésil s'était faite aux dépens des ambitions brésiliennes en matière d'énergie nucléaire, d'industrie électronique, de contrôle national sur les activités bancaires et de ventes d'armements. Cette aide américaine n'a rien réglé. Au contraire, la marge de manoeuvre du Brésil s'est rétrécie alors qu'à Washington on faisait croire de près de \$ 1 milliard la dette de Brasilia à chaque pourcentage d'augmentation des taux d'intérêts. Or, le déficit américain reste considérable, et la pression à la hausse des taux d'intérêts n'a en rien relâché.

Les intérêts accrus sur la dette ne sont pas la seule saignée imposée au Brésil. Le FMI a aussi exigé que le pays s'ouvre davantage aux compagnies étrangères, facilite la sortie des dividendes et supprime une taxe supplémentaire qui les touchait. Même ces mesures déjà appliquées n'ont pas suffi. Rien n'est résolu. La contradiction demeure.

Avant d'abandonner le pouvoir à un gouvernement civil, le président Figueiredo avouait: "Nous achèterons peu, produiront beaucoup, et parviendrons à vendre nos produits." C'était déjà là étouffer le secteur des importations. Mais même les exportations ne suffisent plus à rencontrer les paiements extérieurs. D'où la crise qui menace le nouveau gouvernement civil avant même que Tancredo Neves ait eu la possibilité de mettre en place de nouvelles politiques.

Réorientation de l'économie

Avec une habileté consommée, Tancredo Neves a su mettre en échec les politiciens qui se voyaient comme les héritiers naturels des généraux. Il a réussi à former une coalition élargie qui a forcé les militaires à remettre le pouvoir à l'opposition. Néanmoins, un prix doit être payé: il

14



Les travailleuses de l'usine de Brosol, San Andrés montrent leur combativité

risque d'être lourd car il implique que le Brésil paye, sinon la dette, du moins les intérêts qu'elle génère.

Certaines banques, comme la Banque royale du Canada, croient que les créanciers devront se contenter des intérêts et des frais, n'osant plus provoquer une crise locale et mondiale en exigeant la totalité de la dette. Les milieux politiques brésiliens sont eux aussi conscients du pouvoir formidable de marchandage qui est entre leurs mains. Mais, pour faire tourner la roue de l'État et de l'économie, ils ont encore besoin des banques. Le suspense demeure donc tendu des deux côtés.

Difficile "pacte social"

Le président Neves ne cherche pas seulement un accommodement avec les banques et le FMI. À l'intérieur il espère en venir à un "pacte social" entre le patronat et le mouvement syndical. Or les syndiqués, durement touchés par la crise et les conditions du FMI, ont clairement montré qu'ils n'entendaient pas payer seuls les conséquences financières de l'ancien régime. Ils veulent non seulement une amélioration immédiate des conditions de vie, mais aussi une réorientation de l'économie brésilienne vers la satisfaction des besoins de la population.

Les syndicats ne se font pas d'illusion sur leur pouvoir réel dans la vie politique brésilienne actuelle. Ils savent que la prochaine constitution du pays sera "libérale". Mais ils entendent bien ne pas en laisser aux seuls spécialistes les dispositions essentielles quant à l'orientation économique du Brésil, surtout en ce qui touche aux libertés fondamentales et aux besoins humains essentiels des ouvriers des villes et des paysans de la campagne.

Après avoir subi une effroyable répression sous le régime militaire, le mouvement syndical a repris de sa force. Il a fait sentir sa détermination dans les heures mouvementées où le FMI, les militaires et l'ancien régime ont été jetés sur la défensive. Les grandes grèves de Sao Paulo ont donné le



ton. La classe ouvrière est ainsi revenue sur la scène et le nouveau gouvernement en a pris acte. Les négociations "sociales" ne seront cependant pas moins ardues qu'avec les banquiers internationaux. L'avenir y tiendra une place plus grande que la liquidation du passé.

Dans les campagnes également, la lutte populaire est restée très vivante, peut-être plus encore que dans les villes. Les ouvriers de la canne à sucre du Nordeste se sont mis en grève eux aussi. Plus généralement, la lutte pour la terre a repris de son âpreté. Les grands domaines largement incultes seront-ils rendus aux paysans sans terre, ou concédés aux multinationales de l'agrobusiness?

Rêve — défi — cauchemar —

Le Brésil reste un pays parmi les plus riches de la planète. Il ne manque pas de ressources naturelles, ni d'institutions, ni de moyens technologiques. Il possède, au surplus, un marché intérieur de 135 millions d'habitants. À cette population laissée en marge du "miracle" et des progrès des dernières décennies, le nouveau gouvernement civil a promis une moins injuste répartition des biens, notamment par une fiscalité plus redistributive. L'avenir du pays renferme tous les espoirs et à brève échéance, l'ensemble des secteurs de la population montre sa confiance dans le président Neves. Mais qui paiera le développement si le Brésil n'a même plus de quoi payer les banques?

Les classes riches et la classe moyenne a soutenu le régime militaire aussi longtemps que les capitaux

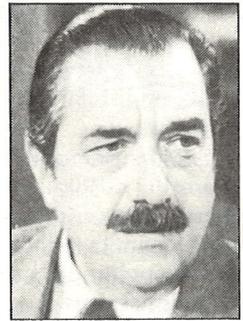
internationaux, soutenant le nouveau Brésil des grands projets, favorisaient aussi la consommation et le pouvoir des milieux qu'ils avantageaient. La situation est maintenant renversée. Le président veut taxer les revenus et rendre justice aux masses. Il a accordé l'amnistie aux tortionnaires. Mais il ne peut garantir la corruption qui a fait tourner le régime militaire et ses technocrates. La crise financière du Brésil frappe le cœur même du pouvoir en place.

Voilà pourquoi le chaos guette le nouveau gouvernement. Dans le pays de rêve, le cauchemar hante désormais les rues. Des millions d'enfants survivent dans les villes à coup de larcins et aussi de violences. Pour faire tourner les moteurs d'une vaste flotte d'automobiles, le Brésil doit réquisitionner des terres et les tourner non à l'alimentation, mais à la production du méthanol. Le pays est ainsi rejeté à sa ligne de départ. Même la partie industrialisée du pays est menacée. Ainsi, la sidérurgie nationale se heurte à la surproduction et au protectionnisme des autres pays occidentaux, dont les États-Unis.

Bref, même si le Brésil arrachait au FMI un règlement financier qui lui donne le répit dont le pays a besoin pour rétablir la démocratie et relancer son développement économique et social, ce développement resterait problématique, sinon compromis, en raison de l'orientation que les militaires et les banquiers ont donnée à l'industrie brésilienne depuis vingt ans. Le Brésil est passé du sous-développement au mal-développement. Les banquiers et les militaires, en se substituant à la volonté nationale, n'ont pas fait qu'endetter le Brésil. Ils lui ont fait perdre vingt ans de véritable progrès national.



ARGENTINE: La dette de \$ 45 milliards, un boulet pour les espoirs de la nouvelle démocratie



Raul Alfonsín,
président d'Argentine

L'héritage d'Alfonsín

En arrivant au pouvoir en décembre 1983, le nouveau gouvernement civil de Raul Alfonsín héritait d'un pays en déclin économique depuis plus de dix ans, démoralisé par l'aventure des Malouines, stigmatisé par les atrocités commises par les généraux contre les droits humains, écrasé par une dette extérieure de \$ 45 milliards (US) accumulée sur la base de la spéculation, de la consommation de luxe et des achats d'armements, aux prises avec une inflation de 800% coïncidant avec une reprise des demandes syndicales après la longue période de vaches maigres sous la gouverne des militaires. Quelques mois plus tôt, l'Union civique radicale avait remporté les élections aux dépens des péronistes* en promettant notamment de relever le niveau de vie populaire et de régler les problèmes de la dette sans recourir aux recettes d'austérité du FMI. Effectivement, la junte avait conclu des accords avec le FMI aux termes desquels l'Argentine recevrait des crédits additionnels de l'institution moyennant un plan d'austérité draconien applicable pour 15 mois à partir de janvier 1983. Le programme impliquait entre autres que le déficit public soit ramené de 15% du produit intérieur brut à 3%, soit par des compressions de salaires, des réductions de services, des augmentations de tarifs des services publics ou des réductions de subsides.

L'Amérique latine veut un autre traitement

Dès le départ, l'Argentine se fit l'avocat d'une approche multilatérale plutôt que bilatérale. Une des premières initiatives du gouvernement à la

Conférence latino-américaine de Quito en janvier 1984 a été de tenter de convaincre les autres pays qu'il fallait distinguer entre les dettes "légitimes" et "illégitimes" et exclure ces dernières des renégociations. La démonstration fut assez convaincante pour faire craindre aux milieux financiers internationaux l'explosion d'une véritable bombe (LA Weekly Report, 13 jan. '84).

À la réunion de mars de la Banque interaméricaine de développement, l'Argentine proposa un schéma financier impliquant la constitution d'un fonds spécial auprès de la BID pour aider les pays débiteurs à refinancer leurs dettes sans être obligés de se soumettre aux exigences du FMI (CIDE, Mexique vol. 9, no 6, juin '84). Le projet échoua à cause de l'opposition des États-Unis. Néanmoins, les initiatives argentines dans le sens de la formation d'un cartel des pays débiteurs et de la recherche de solutions globales ont inquiété vivement les milieux bancaires qui voient dans une telle éventualité le danger d'avoir à encaisser des pertes (International Insider, Londres, 18 juin '84).

L'Argentine organisa également une tournée internationale — en Europe et au Canada — pour mobiliser des appuis autour de l'idée d'un plafonnement des taux d'intérêts pour les prêts aux pays sous-développés. Elle évoqua aussi la possibilité d'un moratoire international de six mois sur les remboursements de dette, ce qui donna des sueurs froides aux banquiers.

Enfin, à l'approche des échéances de remboursement, elle laissa planer l'impression — assez fondée en fait — qu'elle se trouverait en défaut de paiement n'ayant plus les moyens de payer. Les effets d'entraînement

appréhendés et la perspective très réelle d'un effondrement du système financier international amènent les autorités américaines à s'impliquer directement pour résoudre le "cas critique No 1" de l'heure.

Les banquiers s'énervent

L'Argentine utilisait entretemps une tactique qui portait à son comble l'exaspération nerveuse des banquiers. Il faut savoir en effet que d'après les règlements bancaires américains quand des intérêts sur un prêt ne sont pas payés passé un délai de 90 jours suivant la date d'échéance, les prêts associés à ces intérêts doivent être déclarés en souffrance et être appliqués comme pertes contre les réserves. La capacité des banques de consentir des nouveaux prêts s'en trouve diminuée; leur bilan est aussi affecté négativement ce qui se répercute sur la valeur des actions à la bourse. Dans le cas de certaines grandes banques, comme le géant Manufacturers Hanover qui a des engagements en Amérique latine équivalents à trois fois son capital, une telle éventualité risque de mener tout droit à la faillite.

Lors des échéances fatidiques de la fin mars, l'imbroglie se dénoua in extremis grâce à l'intervention du Mexique, du Brésil, de la Colombie et du Venezuela qui avancèrent \$ 300 millions, lesquels prirent directement le chemin des coffres des banques américaines. Juste avant, le Trésor américain avait lui-même injecté \$ 300 millions dans le Exchange Stabilisation Fund, rendant possible l'opération. Ce sauvetage de dernière minute fit dire à Donald Reagan, alors Secrétaire au Trésor des États-Unis: "We came up the edge of the abyss" (Canadian Business, mars '85).

Négociations ardues

Mais ces palliatifs ne réglèrent pas les problèmes de fond. D'autres échéances se présentaient, alors que la situation économique ne cessait de se détériorer. Dans ce contexte et tout en admettant l'échec de sa politique après quatre mois de gestion, le gouvernement se résolut à entreprendre des pourparlers avec le FMI. Les négociations laborieuses aboutirent en septembre à un accord de principe qui devait être finalisé en décembre quand les quelque 350 banques étrangères impliquées auraient souscrit aux modalités financières de l'accord.

Au plan financier l'accord semble avantageux pour l'Argentine. Quelque \$ 10 milliards de dettes vont être rééchelonnés. Des nouveaux crédits de \$ 4.2 milliards vont être consentis surtout par les banques privées. Des crédits commerciaux et des crédits stand-by de \$ 3 milliards seront également disponibles. La revue financière britannique International Financing Review (No 549, 8 déc. '84) a qualifié cette restructuration de \$ 20 milliards de véritable chef-d'œuvre. En contrepartie, l'accord comporte l'inévitable "plan d'ajustement" dont la portée semble cependant laisser place à des interprétations larges.

Les travailleurs disent "non" aux coupures

En effet, dès sa conclusion l'opposition péroniste dénonça l'accord, le qualifiant de "certificat de décès des aspirations du peuple argentin à la justice sociale" (El Universal, Caracas, 13 oct. '84). Au Congrès l'opposition entreprit des tactiques d'obstruction. La CGT mit en garde contre la possibilité d'une "explosion sociale". Quant à l'architecte de l'accord, le ministre des Finances, Bernardo Grinspun, il a insisté pour souligner

que le plan n'impliquait pas une baisse des revenus réels des travailleurs. D'ailleurs en fin d'année le gouvernement a consenti aux cheminots et aux enseignants en grève des augmentations salariales appréciables malgré les termes du plan prévoyant de fortes restrictions sur la croissance des salaires et du déficit public. Jusqu'ici le gouvernement n'a pas fait grand chose pour restreindre les dépenses publiques. Il escompte que la reprise de la croissance viendra diminuer le poids relatif du déficit public dans l'économie, comme le prescrit le FMI.

Si le plan est plein de trous, ce n'est pas l'effet du hasard. En effet, l'accord n'a pas été élaboré à l'initiative du FMI mais résulte d'un ordre de Reagan — suite à une rencontre avec Alfonsín — enjoignant à de Larosière, le directeur du FMI, d'organiser un quelconque arrangement, même si celui-ci devait s'avérer "sub-standard" par rapport aux termes habituels du FMI (International Reports, New York, 28 sept. 1984). On peut aussi relever qu'Henry Kissinger, actif pour organiser une rencontre entre Alfonsín et les dirigeants des banques américaines, était d'avis que le problème argentin était désormais politique plutôt que technique, en raison notamment de la détérioration intérieure de la situation politique et économique du pays (Idem, p. 1116).

Dans un contexte plus global, il faut aussi savoir que l'Argentine sous les militaires a réorienté une grande partie de son commerce extérieur vers les pays socialistes et qu'elle a cessé d'être un "allié loyal" des États-Unis pour rejoindre le club des pays non-alignés, ce qui complique la tâche des gestionnaires de l'empire. De plus, le pays est autosuffisant sur le plan alimentaire et énergétique et possède une base industrielle diversifiée, ce qui le met à l'abri des pressions commerciales.

La crise s'approfondit

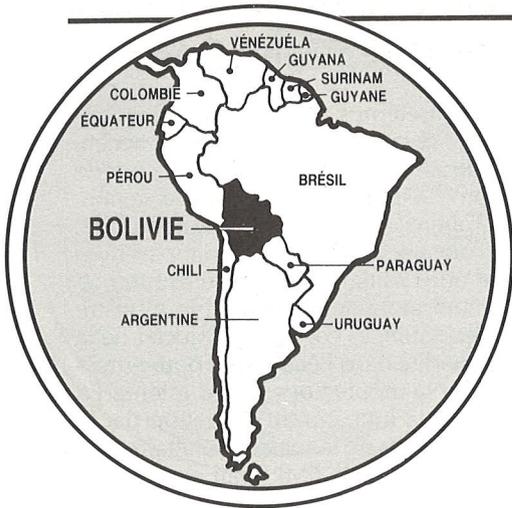
Entretiens, le dérapage économique se poursuit. La récession s'accroît alors que les ralentissements de production et les mises à pied se multiplient dans l'acier et l'automobile. Tout en maintenant les apparences d'une politique d'austérité, conformément aux vœux du FMI, le ministre des Finances continue à injecter de la liquidité dans l'économie pour empêcher la montée des taux d'intérêt. En effet, la lutte contre l'inflation par la restriction de la masse monétaire préconisée par le FMI ferait grimper les taux d'intérêt, ce qui compromettrait les chances de relance. L'hyperinflation qui perdure — gravitant aujourd'hui autour de 650%/an — laisse dès lors planer quelques doutes quant à la capacité de l'Argentine de satisfaire rapidement aux exigences d'assainissement du FMI. Le gouvernement plaide plutôt en faveur d'un atterrissage en douceur. En même temps le rythme de dévaluation du peso s'est accéléré, passant de 3-4% chaque vendredi environ à 5-6%. En fin de compte, la seule chose qui permet à Alfonsín de dormir, c'est le fait que les militaires sont trop discrédités et que l'opposition péroniste est minée par des querelles intestines. Quant aux banquiers internationaux, ils croient maintenant, à l'instar d'un officier sénior de la Réserve fédérale américaine, que la stabilité des marchés financiers peut être préservée si l'Argentine réussit à faire moitié aussi bien que le Mexique et le Brésil, ce qui ne place pas leurs espoirs à un niveau très élevé. (International Financing Review, Londres, 8 déc. '84).

Ainsi la crise du système financier international est loin d'être conjurée, la viabilité des régimes démocratiques est loin d'être assurée et les souffrances des peuples du Tiers-Monde ne sont pas sur le point d'être allégées.

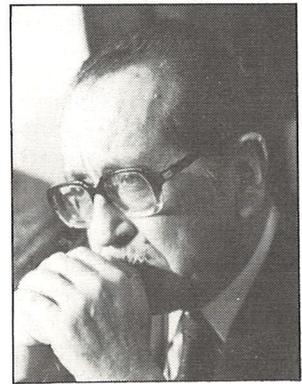


* Le mouvement justicialiste est le grand courant populaire qui s'est articulé dans les années 40 autour des figures charismatiques de Juan Domingo Peron et de sa femme Evita, qui prirent d'assaut le pouvoir à la tête des "descamisados", les "sans-chemise". Ses bases les plus structurées se retrouvent dans les syndicats de la grande industrie. Actuellement le mouvement est en crise. Les lignes de fractionnement recoupent sensiblement ce qu'on retrouve ici dans le Parti québécois avec d'un côté les orthodoxes et de l'autre les révisionnistes.

Voir aussi: Ernesto V. Feldman, *La crisis financiera argentina: 1980-1982. Algunos comentarios* in Desarrollo Económico, Mexico, 1983.



BOLIVIE: Le mouvement syndical lutte contre le FMI et pour la démocratie



Hernan Siles Zuazo,
président de Bolivie

La Bolivie a la réputation d'être une caricature d'instabilité politique. Pays indépendant depuis 1825, la Bolivie a connu plus de coups d'État qu'elle a d'années d'existence. Cette instabilité s'explique en bonne partie par la rivalité permanente entre deux oligarchies, une prônant l'exploitation, de concert avec des intérêts étrangers, des richesses naturelles et l'exportation des bénéfices, alors que l'autre, plus nationaliste, favorise le réinvestissement de ces bénéfices dans une infrastructure industrielle.

Depuis les années 1950, une nou-

velle force est devenue un acteur majeur en Bolivie. La Centrale ouvrière bolivienne (COB), qui avec un statut de centrale unitaire et une capacité de mobilisation impressionnante, a pu, lors de périodes de gouvernements élus démocratiquement, forcer des réformes importantes, telles la réforme agraire et la nationalisation des plus importantes ressources naturelles (mines d'étain et gisements de pétrole).

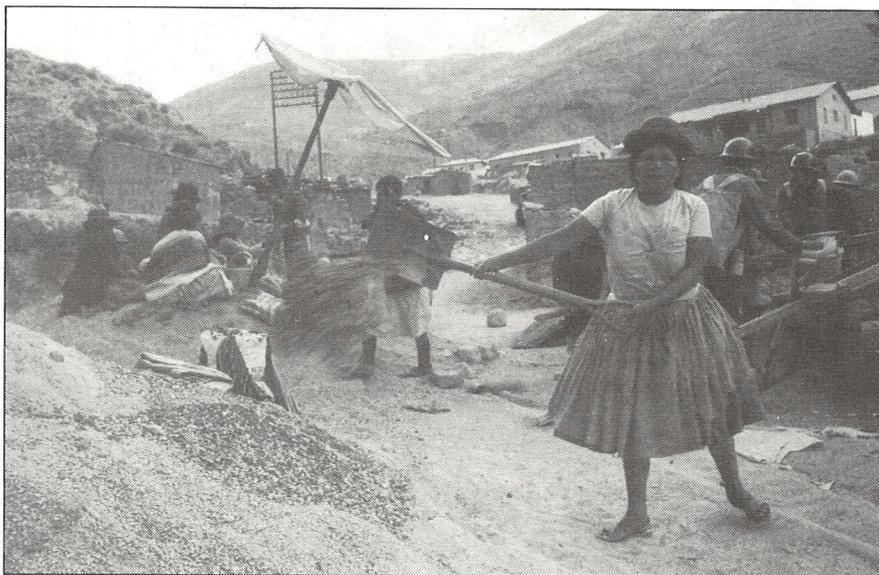
Lors des années 1970 et jusqu'en 1982, la Bolivie a cependant connu

une succession de régimes militaires de plus en plus répressifs, ayant cependant en commun de favoriser la privatisation des bénéfices provenant des ressources naturelles au profit de l'oligarchie traditionnelle et leurs alliés, les multinationales américaines. En octobre 1982, la pression populaire dirigée par la COB ainsi que des divisions à l'intérieur de la junte militaire ont finalement amené la chute du dernier régime militaire et l'élection d'un gouvernement démocratique dirigé par Hernan Siles Zuazo.

18



Le peuple bolivien s'est toujours méfié du pouvoir



À la surface de la mine, des femmes travaillent à la récupération du minerai.

La dette extérieure et la chute des exportations

Le gouvernement Zuazo, sensible à la pression populaire qui lui a permis de prendre le pouvoir, mais près également de l'oligarchie "nationaliste", tente de faire fonctionner l'économie du pays face à une situation presque impossible. Le pays a une dette externe de \$ 4.7 milliards (US) qui, bien que petite par rapport à celle des voisins comme le Brésil et l'Argentine, constitue un taux d'endettement externe par habitant (le pays a 6 millions d'habitants) parmi les plus élevés au monde. La dette a été principalement contractée par les gouvernements militaires lors des années 1970 afin de financer l'achat d'armements pour les forces armées et des importations de luxe pour l'oligarchie.

Le retour à la démocratie a coïncidé avec une chute des revenus provenant des exportations, chute qui s'explique par l'épuisement des ressources pétrolières et l'effondrement du prix mondial de l'étain, source de 70% des devises étrangères gagnées par la Bolivie. Il s'ensuit que la totalité des revenus annuels d'exportation de la Bolivie (environ \$ 700 millions) ne couvre même pas les deux tiers des obligations à l'étranger en terme

de remboursement de la dette et paiement des intérêts. Face à cette situation insoluble et pressé par la COB, qui refuse de voir appliquer les mesures d'austérité draconiennes que le FMI voulait que le gouvernement adopte, ce dernier a opté pour un moratoire unilatéral du remboursement de la dette, et est devenu le premier pays à prendre cette décision.

Les pressions du FMI, des banques et des gouvernements étrangers (surtout américains) n'ont pas cessé depuis, et la Bolivie a elle-même rencontré un refus de tout nouveau crédit pour l'achat de biens et équipements importés, à défaut d'un accord avec le FMI.

Des grèves contre l'autorité

Dans une tentative de satisfaire aux exigences du FMI et de créer des conditions favorables à l'investissement privé, le gouvernement Siles a décrété une série de dévaluations de la monnaie nationale de sorte que le peso, qui s'échangeait à 25 au dollar US en 1981, s'échangeait en février 85 à environ 150,000 au dollar. L'objectif de ces dévaluations était de rendre les produits boliviens moins chers à l'étranger, à condition que les coûts de production n'augmentent pas au même rythme que la dévaluation. La COB a cependant refusé que la classe ouvrière et la paysannerie paient le

prix de ce "remède de cheval" décrété par le FMI, et elle a mené avec succès des grèves générales en juillet et en novembre pour obtenir des augmentations salariales équivalentes à la hausse des prix. Le taux d'inflation a atteint en 1984 le niveau le plus élevé au monde, soit 2700%, ce qui équivaut à une moyenne hebdomadaire de 16.5%.

Une dernière grève générale a été déclenchée le 8 mars 1985 pour exiger une indexation équivalente à la hausse des prix, suite à des mesures qui ont fait augmenter de 400% les aliments de base et de 450% l'essence, alors que l'augmentation des salaires est limitée à 320%. Il s'agit donc d'une diminution subite du niveau de vie des travailleurs et travailleuses de 20%. La grève s'est terminée le 24 mars sans l'obtention de l'objectif.

La COB craint que la situation de paralysie économique ne serve qu'à faciliter un nouveau coup d'État militaire, et pour la COB, la lutte pour la démocratie est une priorité aussi grande que la lutte contre la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière. Ainsi, peu avant de mener une grève contre les mesures du FMI en juillet 1984, la COB a mené une grève générale de quelques jours pour obtenir la libération du président Siles, qui avait été enlevé et tenu en otage par des militaires de droite.

Pour sortir de la crise économique et politique, la COB a proposé un programme d'ensemble comprenant le réinvestissement des revenus d'exportation dans une diversification industrielle et l'implication des travailleurs dans la gestion des entreprises. Elle reconnaît cependant que les contraintes posées par la dette externe, la chute des revenus d'exportation, le sous-développement et la crise économique mondiale, exigent une riposte qui dépasse les frontières du petit pays qui s'appelle la Bolivie. Ainsi, elle a fait appel aux gouvernements de l'ensemble du continent latino-américain pour appliquer un moratoire et pour négocier conjointement avec le FMI et les banques privées un plan de redressement qui favorise le développement des économies nationales et évite des nouvelles dégradations des conditions de vie du peuple latino-américain.

SESSION DE FORMATION

- * Ce qu'il est
- * Sa politique
- * Ses effets
- * Réaction des pays du Tiers-Monde
- * Riposte des travailleurs et des travailleuses dans les pays affectés
- * Le Brésil — Les effets du FMI sur la politique du pays — riposte

Personnes ressources:

Angelina de Oliviera, CEDAC, Brésil

Bernard Elie, UQAM

Peter Bakvis, CSN

Pierre Beaulne, CEQ

Marcel G. Pepin, CSN

Lieu: sous-sol CSN, 1601 de Lorimier, Montréal

Date: samedi, 27 avril 1985, 9 hres-17 hres

Organisé par



FMI